

Macron à Rabat sur le chemin de la réconciliation

Première visite d'Etat au Maghreb depuis bien longtemps pour un Président de la République Française.

Les quatre jours passés la semaine dernière à Rabat, à la tête d'une délégation de 130 personnalités de l'économie et de la culture française invitée par le roi Mohamed 6, ont-ils permis d'effacer des années de brouille entre nos deux pays? Et d'espérer une pause dans nos errements diplomatiques? On ne peut que l'espérer. La reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara Occidental, tant attendue par le royaume chérifien depuis l'acceptation du Plan de paix de l'ONU de 1988 par le Maroc et le Front Polisario, a précipité depuis juillet dernier les retrouvailles franco-marocaines. Seule la revêche Algérie voisine fait grise mine, mais en silence. Elle s'est contentée d'un communiqué de presse et le renvoi de l'ambassadeur de France à Alger. On s'étonnera ici de la mollesse et de la lenteur des réactions de la France, qui a encaissé pendant des années une série d'affronts, d'exigences excessives et d'accusations de génocide inacceptables, sans qu'Alger ait à répondre de ces outrances. Car l'Algérie ne cherche qu'une chose : humilier la France, tout en lui soutirant des visas !

Aujourd'hui, 70 ans après la création du FLN et l'assassinat de l'instituteur français Guy Monnerot qui annoncèrent la Toussaint sanglante et le soulèvement des combattants du djihad, les dirigeants à Alger entretiennent toujours une «rente mémorielle» qui leur procure une assurance-vie paisible.. Le Président Macron, qui espérait être accueilli en Algérie en réconciliateur fête comme le fut Jacques Chirac l'a enfin compris. Déverser leur haine de la France (tout en sollicitant ses concours ...sans l'avouer) et assouvir sa jalousie du royaume chérifien, où vivent les descendants du prophète, tout cela suffit au bien-être des héritiers des fondateurs du FLN. Ceux-ci se soucient fort peu des conditions de vie de milliers de jeunes algériens qui cherchent un avenir meilleur en migrant et en traversant nuitamment la méditerranée au péril de leur vie...

Heureusement, le business

Les français qui ont découvert la semaine dernière le cœur du Maroc économique moderne, entre Tanger et Casablanca, tel que Mohamed 6 le modèle dans la continuité voulue par son père Hassan 2, ont rapporté des cartes postales réconfortantes. La France n'est pas morte au Maghreb, malgré les errements récents d'apprentis diplomates qui pensaient pouvoir se passer

des pros du Quai d'Orsay.

Le projet de 168 trains d'Alstom et du ONCF (la SNCF marocaine) d'ouvrir les portes sud d'Essaouira, de Marrakech et demain jusqu'à Dakhla, offrant le long de l'Atlantique les splendeurs d'une nouvelle riviera touristique encore aujourd'hui vierge, direction La Mauritanie. Si les appels d'offres répondent aux attentes... Heureusement, la brouille diplomatique n'a que peu d'impact sur le business, résume le patron de la chambre de commerce franco marocaine Jean- Charles Damblin. La locomotive des échanges a continué d'avancer, confie-t-il à l'hebdo Challenges, fort d'une carte de visites (1300 filiales d'entreprises françaises, 14 milliards d'euros d'échanges l'an dernier) qui pèse lourd. Mais aussi générée des espoirs pour les jeunes, demain, sans exemple hélas dans le reste du Maghreb.. Une foulditude de projets transfigure le royaume chérifien, ce qui explique sans doute pourquoi la France du maréchal lorrain Hubert Lyautey n'a jamais été rejetée par les marocains. On devrait savoir un jour si Emmanuel Macron, constatant qu'un chemin de la réconciliation est possible entre la France et le Maghreb, a évoqué cette piste pour demain. Ou si au contraire il s'est contenté de petites considérations politiciennes portant sur la composition anecdotique de sa délégation. Trois de ses proches qui s'étaient mêlés aux invités officiels dans l'avion présidentiel étaient-ils ou non des repris de justice, des clowns, des cautions islamistes d'un Président toujours aussi ambigu?

Péché d'orgueil, sentiment de supériorité insupportable, arrogance, mépris pour son prochain. Les critiques les plus acerbes adressées à Emmanuel Macron depuis longtemps n'ont pas manqué de reprendre de la vigueur, depuis son coup de maître de l'été. L'actualité du Maghreb s'effacera. Coup de maître? En effet, c'est une première depuis les débuts de la 5^{ème} République d'avoir donné aux français en quelques semaines un double handicap pour redresser une situation internationale délicate et des finances publiques en pleine dégringolade. Double handicap ? Un Président discrédité, qui affiche aujourd'hui un taux de popularité de 17%, minoritaire depuis les législatives de 2022, qui rase les murs à Bruxelles dans l'immeuble abritant l'Union Européenne. Et, «en même temps», une Assemblée Nationale renouvelée dans la confusion au lendemain d'élections européennes, désormais incapable de légiférer parce que coupée en trois parties presque égales qui s'insultent depuis trois mois.

Pour l'heure, malgré le déplorable spectacle que la Chambre

donne d'elle-même, - sait-elle qu'elle est filmée? - le système tient avec des bouts de ficelle. Le Premier Ministre Michel Barnier fait des exercices de haute voltige pour tenter de présenter au Sénat une copie budgétaire propre. Il aura, avec son équipe de jeunes peu expérimentés mais gros bosseurs (Antoine Armand, Laurent Saint-Martin), travaillé quelques semaines à peine sous les assauts médiatiques des oppositions, sans négliger les pièges des macroniens jaloux d'avoir été écartés des couloirs ministériels où ils régnèrent longtemps sans convaincre.

«A l'euro près»

Sur cette crise institutionnelle dont personne ne connaît l'issue s'est greffée une crise financière, qui s'étale dans la presse mais rend muet le Président de la République, et sourds ses anciens Premiers Ministres (4 en 7 ans). Quant à son Ministre des Finances, Bruno Le Maire, il a duré et enduré 7 ans à Bercy, tout en tenant son pari d'écrire un livre par an, en nous assurant avoir géré les finances publiques «à l'euro près», selon sa propre expression. Depuis près de deux mois, il échappe aux radars, et enseigne à l'école polytechnique de Lausanne. Un travail harassant qui lui plaît, bien payé, qui lui permet de rentrer à Paris par avion dès le jeudi. Normalien, énarque, agrégé d'allemand, nul ne met en cause les qualités intellectuelles de BLM. Reste que le Tribunal politique, parlementaire et administratif, qui se prépare à cuisiner les gâtes-sauces du septennat macronien pour savoir où sont passés les 1000 milliards d'euros de dettes engloutis entre 2017 et 2023 sont en train de fouiller les archives du Ministre, fut-il d'Etat.

Troupeau de sangliers

« Ne pas réduire nos dépenses courantes et notre dette serait irresponsable pour les générations à venir ». Si en 2017 le jeune candidat Macron à la présidentielle parlait d'or, force est de reconnaître aujourd'hui qu'il a trompé son jury. Désormais, il est avéré que la somme de 1000 milliards d'euros, a bien, été engloutie depuis 2017 dans le tonneau de la dette. C'est le virus de l'Elysée, «la fièvre dépensière» diagnostique Philippine Robert dans «*Le Point*», à qui l'Institut économique Molinari a confié sa dernière étude. C'est en ratant sa cible de déficit pour 2024 de 2 points (6% de PIB au lieu de 4) que le tandem Macron-Le Maire a dû en quelque sorte déposer son bilan. Le grand dérapage des dépenses, mis à jour en même temps qu'un recul des recettes fiscales, a incité les sénateurs à briser la rétention de l'information ordonnée par l'Elysée, avec la visite dès le printemps du sénateur lorrain Jean-François Husson à Bercy.

C'est comme dans les histoires de TGV, parfois vous rencontrez un sanglier sur la voie; là, ce n'était pas un sanglier mais un troupeau entier, raconte un expert de la prévision budgétaire à Marc Vignaud, de «*L'Opinion*».. C'est un séisme, disent les experts, qui se double d'une inconséquence, car selon la Cour des Comptes «aucun effort significatif d'économies en dépense n'a été fait depuis 2023».

Sortie tardive

L'histoire de ces 1000 milliards engloutis ne fait que commencer. On n'a pas fini de chercher pourquoi, l'as des banquiers d'affaires de chez Rothschild que fut Emmanuel Macron ait pu sombrer dans la petite politique et dans la vulgarité intellectuelle du «*en même temps*», qui lui a fait faire et dire beaucoup de bêtises.. Est-ce le pari raté de sa «révolution» en toc, destiné à flatter les prétentieux et nos éternels minoritaires? Est-ce le fruit de son sentiment de supériorité, qu'il dissimule mal en se faisant mielleux ? Est-ce le recrutement raté de son entourage, de ses ministres et conseillers souvent renouvelés chaque année, qui décourage, casse toute action et toute dynamique de groupe, qui lui fait crier dans les couloirs «, *il faut donc que je fasse tout moi-même!* ». Mais surtout, Isabelle Job-Bazille, patronne des études économiques au Crédit Agricole, donne la véritable clé «*Macron comme ses prédécesseurs a succombé à l'addiction à la dépense publique. En France, on considère toujours que la réponse à un problème ou à une revendication passe par la dépense*». L'argent public est une drogue dure.

Analysant l'évolution des dépenses annuelles depuis le pic du Covid de 2020, restée très supérieure depuis trois ans comme scotchée à la fièvre dépensière, l'économiste Gilbert Cette, proche du Président, reconnaît. «*Nous avons peut-être dépensé trop. Mais le problème, c'est que nous avons débranché trop lentement le dispositif* ». Lequel fut, souvenons-nous, un système de prise en charge de type soviétique, avec confinements, prolongé ensuite par des rafales de chèques et de pluies de subventions... Seul le soutien à l'achat de croquettes pour chiens fut oublié. Il fallait bien «protéger les français», ces petits êtres fragiles, à qui il a fallu expliquer qu'en traversant la rue, on pouvait trouver un emploi.

C.I.D'ESCLÉS